

BUREAU OF PUBLIC SECRETS

LA JOIE DE LA RÉVOLUTION

Chapitre 1 : Quelques réalités de la vie

“La racine du *manque d’imagination* régnant ne peut se comprendre si l’on n’accède pas à *l’imagination du manque*; c’est-à-dire à concevoir ce qui est absent, interdit et caché, et pourtant possible, dans la vie moderne.” (*Internationale Situationniste* n° 7)

[Utopie ou rien](#)

[Le “communisme” stalinien et le “socialisme” réformiste ne sont que des variantes du capitalisme](#)

[Démocratie représentative contre démocratie de délégués](#)

[Les irrationalités du capitalisme](#)

[Quelques révoltes modernes exemplaires](#)

[Quelques objections fallacieuses](#)

[Domination croissante du spectacle](#)

Utopie ou rien

Jamais dans toute l'histoire on n'a vu si éclatant contraste entre le possible et l'existant.

Il n'est pas nécessaire d'examiner ici tous les problèmes du monde actuel. La plupart sont bien connus, et s'y attarder ne fait souvent qu'amoindrir leur réalité. Mais même si nous avons "assez de force pour supporter les maux d'autrui", la détérioration sociale actuelle nous frappe tous. Ceux d'entre nous qui n'ont pas à affronter la répression physique n'en subissent pas moins l'écrasement moral d'un monde toujours plus mesquin, angoissant, ignare et laid. Ceux qui échappent à la misère économique n'échappent pas à l'appauvrissement généralisé de la vie.

Et cette vie elle-même, toute pitoyable qu'elle soit, ne pourra se perpétuer longtemps dans ces conditions. Le saccage de la planète par l'expansion mondiale du capitalisme nous a amenés au point où il est bien possible que l'humanité disparaisse en quelques décennies.

Pourtant, ce même développement rend possible l'abolition du système de hiérarchie et d'exploitation basé sur la pénurie, et l'avènement d'une nouvelle forme de société réellement libérée.

Plongeant de désastre en désastre vers la folie collective et l'apocalypse écologique, ce système s'est emballé à une vitesse incontrôlable, même par ceux qui s'en prétendent les maîtres. Alors que nous ne pourrons bientôt plus sortir de nos ghettos fortifiés sans la protection de gardes armés, ni nous risquer au grand air sans l'application d'une crème pour nous protéger du cancer de la peau, il est difficile de prendre au sérieux ceux qui recommandent de quémander seulement quelques réformes.

Ce qu'il faut, à mon avis, c'est une révolution mondiale participative et démocratique qui abolira le capitalisme et l'État. Ce n'est pas rien, je le reconnais, mais rien de moins ne saurait nous amener à la racine de nos problèmes. Il peut

sembler dérisoire de parler de révolution, mais toutes les autres solutions s'inscrivent dans la perpétuation du système actuel, ce qui l'est encore beaucoup plus.

Le “communisme” stalinien et le “socialisme” réformiste ne sont que des variantes du capitalisme

Avant d'examiner les implications d'une telle révolution, et de répondre à quelques objections courantes qui lui sont opposées, il faut souligner que celle-ci n'a rien à voir avec les stéréotypes répugnants que ce terme évoque généralement: terrorisme, vengeance, coups politiques, chefs manipulateurs prêchant le sacrifice, suiveurs zombies scandant les slogans autorisés, etc. Il ne faut surtout pas la confondre avec les deux échecs principaux de ce projet dans l'histoire moderne, le “communisme” stalinien et le “socialisme” réformiste.

Maintenant qu'il a sévi durant plusieurs décennies, en Russie et dans de nombreux autres pays, il est devenu évident que le stalinisme est tout le contraire d'une société libérée. L'origine de ce phénomène grotesque est moins évidente. Les trotskistes, entre autres, ont cherché à opposer le stalinisme et le bolchevisme originel de Lénine et Trotsky. Il y a certes des différences, mais elles sont plutôt quantitatives que qualitatives. *L'État et la révolution* de Lénine, par exemple, présente une critique de l'État plus cohérente que celles qu'on peut trouver dans la plupart des textes anarchistes. Le problème, c'est que les aspects radicaux de la pensée de Lénine ont fini par masquer la pratique effectivement autoritaire des Bolcheviks. Se plaçant au-dessus des masses qu'il prétendait représenter, et instaurant une hiérarchie interne entre les militants et leurs chefs, le Parti bolchevique était déjà en train d'édifier les conditions du développement du stalinisme lorsque Lénine et Trotsky étaient au pouvoir.⁽¹⁾

Mais si nous voulons faire mieux, il faut être clair sur ce qui a échoué. Si “le socialisme” signifie l'entière participation du peuple aux décisions qui affectent leur vie, celui-ci n'a existé ni dans les régimes staliniens de l'Est, ni dans les Welfare States de l'Ouest. L'effondrement récent du stalinisme n'est ni la justification du capitalisme ni la preuve de l'échec du “communisme marxiste”. Quiconque s'est donné la peine de lire Marx, ce qui n'est évidemment pas le cas de la plupart de

ceux qui le critiquent, sait fort bien que le léninisme est une grave distorsion de sa pensée, et que le stalinisme n'en est qu'une caricature. Il sait aussi que la propriété étatique n'a rien à voir avec le communisme dans son sens authentique de propriété commune, communautaire. Ce n'est qu'une variante du capitalisme dans laquelle la propriété étatique-bureaucratique remplace la propriété privée, ou fusionne avec celle-ci.

Le long spectacle de l'opposition entre ces deux variétés du capitalisme a occulté leur alliance réelle. Les conflits sérieux se limitaient à des batailles par procuration dans le Tiers-Monde (Vietnam, Angola, Afghanistan, etc.). Aucun des deux partis n'a jamais fait la moindre tentative sérieuse pour renverser l'ennemi au coeur de son empire. Le Parti communiste français a saboté la révolte de Mai 1968, et les puissances occidentales, qui sont intervenues massivement dans les pays où on ne voulait pas d'elles, ont refusé d'envoyer ne serait-ce que les quelques armes antichars dont avaient besoin les insurgés hongrois de 1956. Guy Debord a fait observer en 1967 que le capitalisme d'État stalinien s'était révélé un simple "parent pauvre" du capitalisme occidental, et que son déclin commençait à priver les dirigeants occidentaux de la pseudo-opposition qui les renforçait en figurant l'unique alternative possible à leur système. "La bourgeoisie est en train de perdre l'adversaire qui la soutenait objectivement en unifiant illusoirement toute négation de l'ordre existant" (*La Société du Spectacle*, thèses 110-111).

Bien que les dirigeants occidentaux aient prétendu se réjouir de l'effondrement du stalinisme comme d'une victoire de leur propre système, aucun d'entre eux ne l'avait prédit; et il est évident qu'ils n'ont actuellement aucune idée sur ce qu'il convient de faire en réponse à tous les problèmes posés par cet effondrement, si ce n'est tirer un maximum de profit de la situation avant que tout s'écroule. En réalité les compagnies multinationales et monopolistes qui proclament la "libre entreprise" comme panacée savent bien que le capitalisme de libre-échange aurait explosé depuis longtemps du fait de ses propres contradictions s'il n'avait pas été sauvé malgré lui par quelques réformes pseudo-socialistes.

Ces réformes (services sociaux, assurances sociales, journée de huit heures, etc.) ont beau pallier certains des défauts les plus choquants du système, elles n'ont aucunement permis de le dépasser. Ces dernières années, elles n'ont même pas permis de pallier ses crises endémiques. De toute façon, les améliorations les plus

importantes n'ont été acquises que par des luttes populaires longues et souvent violentes, qui ont fini par forcer la main des bureaucrates. Les partis gauchistes et les syndicats qui prétendaient mener ces luttes ont surtout servi de soupapes de sécurité, récupérant les tendances radicales et lubrifiant les mécanismes de la machine sociale.

Comme l'ont montré les situationnistes, la bureaucratisation des mouvements radicaux, qui a transformé les gens en suiveurs continuellement "trahis" par leurs chefs, est liée à la *spectacularisation* croissante de la société capitaliste moderne, qui en a fait des spectateurs d'un monde qui leur échappe — et cette tendance est devenue toujours plus évidente, bien que ceci ne soit généralement compris que très superficiellement.

Considérés dans leur ensemble, tous ces phénomènes indiquent que la création d'une société libérée exige la participation active de tous. Ce ne peut pas être l'oeuvre d'organisations hiérarchiques qui prétendent agir à la place des gens. Il ne s'agit pas de choisir des chefs plus honnêtes, ou plus "proches" de leurs électeurs, mais de n'accorder aucun pouvoir indépendant à aucun chef, quel qu'il soit. Il est normal que des individus ou des minorités agissantes se trouvent à l'initiative des luttes sociales, mais il faut qu'une partie importante et toujours croissante de la population participe, sinon le mouvement n'aboutira pas à une nouvelle société, et se soldera par un coup d'État qui installera de nouveaux dirigeants.

Démocratie représentative contre démocratie de délégués

Je ne reviendrai pas sur les critiques classiques du capitalisme et de l'État, faites par les socialistes et les anarchistes. Elles sont largement connues, ou au moins facilement accessibles. Mais une typologie élémentaire de l'organisation sociale permet de clarifier quelques-unes des confusions propres à la rhétorique politique traditionnelle. Pour simplifier, j'examinerai d'abord séparément les aspects "politiques" et les aspects "économiques", bien qu'ils soient évidemment liés. Il est aussi vain d'essayer d'égaliser les conditions économiques par l'action d'une bureaucratie étatique, que d'essayer de démocratiser la société alors que le pouvoir de l'argent permet à la minorité riche de dominer les institutions qui déterminent la conscience des réalités sociales. Puisque le système fonctionne comme un

ensemble, il ne peut être changé fondamentalement que dans son ensemble.

Pour commencer avec l'aspect politique, on peut distinguer grosso modo cinq niveaux de "gouvernement":

- (1) Liberté illimitée
- (2) Démocratie directe
 - (a) de consensus
 - (b) de décision majoritaire
- (3) Démocratie de délégués
- (4) Démocratie représentative
- (5) Dictature minoritaire déclarée

La société actuelle oscille entre (4) et (5), c'est-à-dire entre le gouvernement minoritaire non déguisé et le gouvernement minoritaire camouflé par une façade de démocratie symbolique. Une société libérée abolirait (4) et (5) et réduirait progressivement le besoin de (2) et (3).

Je discuterai plus tard les variantes de (2). Mais la distinction essentielle est entre (3) et (4).

Dans la démocratie représentative, les gens abdiquent leur pouvoir à des fonctionnaires élus. Les programmes des candidats se limitent à quelques vagues généralités. Et une fois qu'ils sont élus, on a peu de contrôle sur leurs décisions, si ce n'est par la menace de reporter son vote quelques années plus tard sur un autre politicien, qui sera d'ailleurs tout aussi incontrôlable. Les députés dépendent des riches, du fait des pots-de-vin et des contributions qu'ils reçoivent pour leurs campagnes électorales. Ils sont subordonnés aux propriétaires des médias, qui déterminent l'agenda politique. Et ils sont presque aussi ignorants et impuissants que le grand public quant aux nombreuses questions importantes sur lesquelles les décisions sont prises par des bureaucrates non élus ou par des agences secrètes et incontrôlables. Les dictateurs déclarés sont parfois renversés, mais les véritables dirigeants des régimes "démocratiques", les membres de la minorité minuscule qui possède ou domine pratiquement tout, ne sont jamais ni élus ni remis en question par la voie électorale. Le grand public ignore même l'existence de la plupart d'entre eux.

Dans la démocratie de délégués, ceux-ci sont élus pour des buts bien définis, et avec des instructions très précises. Le délégué peut être porteur d'un mandat impératif, avec l'obligation de voter d'une façon précise sur une question particulière, ou bien le mandat peut être laissé ouvert, le délégué étant libre de voter comme il l'entend. Dans ce dernier cas, les gens qui l'ont élu se réservent habituellement le droit de confirmer ou de rejeter les décisions prises. Les délégués sont généralement élus pour une durée très courte et peuvent être révoqués à tout moment.

Dans le contexte des luttes radicales, les assemblées de délégués se sont appelées généralement des "conseils". Cette forme fût inventée par des ouvriers en grève pendant la révolution russe de 1905 (*soviet* est le mot russe pour conseil). Quand les soviets sont réapparus en 1917, ils furent d'abord soutenus, puis manipulés, dominés et récupérés par les Bolcheviks, qui réussirent bientôt à les transformer en courroies de transmission de leur propre parti, en relais de "l'État soviétique". Le dernier soviet indépendant, celui des marins de Cronstadt, fut écrasé en 1921. Néanmoins, les conseils sont réapparus à de nombreuses occasions, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Hongrie et ailleurs, parce qu'ils sont la réponse qui s'impose au besoin d'une forme pratique d'organisation populaire non hiérarchique. Et ils rencontrent toujours l'opposition de toutes les organisations hiérarchiques, parce qu'ils menacent l'autorité de toutes les élites spécialisées en montrant la possibilité d'une société d'*autogestion généralisée*: non pas l'autogestion de quelques détails de la situation actuelle, mais l'autogestion étendue à toutes les régions du monde et à tous les aspects de la vie.

Mais comme je l'ai fait remarquer ci-dessus, on ne peut traiter la question des formes démocratiques indépendamment du contexte économique.

Les irrationalités du capitalisme

L'organisation économique peut se concevoir sous l'angle du travail:

- (1) complètement volontaire
- (2) coopératif (autogestion collective)
- (3) forcé et exploité
 - a) sous une forme non déguisée (l'esclavage)

b) sous une forme déguisée (le salariat)

Ou bien, sous l'angle de la distribution:

- (1) communisme authentique (usage complètement libre de tous les biens)
- (2) socialisme authentique (propriété et réglementation collectives)
- (3) capitalisme (propriété privée et/ou étatique)

Bien qu'il soit possible de distribuer gratuitement des biens ou des services produits par le travail salarié, ou, inversement, de transformer en marchandises des biens produits par le travail bénévole ou coopératif, les modes de travail et de distribution se correspondent généralement dans une société donnée. La société actuelle est principalement caractérisée par les deux (3), c'est-à-dire par la production et la consommation forcées des marchandises. Une société libérée abolirait (3) et réduirait autant que possible (2) en faveur de (1).

Le capitalisme est basé sur la production marchande — la production de biens et de services dans un but lucratif — et le salariat — la force de travail devenue elle-même une marchandise à acheter et à vendre. Comme l'a noté Marx, il y a moins de différence qu'on ne le pense généralement entre l'esclave et le travailleur "libre". L'esclave, bien qu'il semble ne rien toucher, reçoit au moins les moyens de sa survie et de sa reproduction, pour lesquelles le travailleur, qui devient un esclave temporaire pendant son temps de travail, doit dépenser la plus grande part de son salaire. Bien sûr, certains métiers sont moins pénibles que d'autres, et en principe le travailleur individuel a le droit de changer d'emploi, de monter sa propre entreprise, d'acheter des actions ou de gagner à la loterie. Mais tout cela masque le fait que la grande majorité est collectivement asservie.

Comment sommes-nous arrivés à cette situation absurde? Si nous remontons assez loin dans l'histoire, nous nous apercevons qu'à un certain moment les gens ont été dépossédés de force, chassés de leur terre, et privés des moyens de produire les biens nécessaires à la vie. Les chapitres fameux sur "l'accumulation primitive" dans *Le Capital* décrivent d'une manière vivante ce processus à l'oeuvre en Angleterre. À partir du moment où les gens acceptent cette dépossession, ils sont contraints d'entrer dans une relation inégale avec les "propriétaires" (ceux qui les ont volés, ou bien ceux qui ont plus tard obtenu les titres de "propriété" des premiers voleurs) à

travers laquelle ils échangent leur travail contre une fraction de ce que celui-ci produit effectivement, la plus-value étant conservée par les propriétaires. Cette plus-value (le capital) peut alors être réinvestie pour en engendrer toujours plus.

En ce qui concerne la distribution, une fontaine publique est un exemple banal du communisme authentique (accessibilité non limitée), et une bibliothèque municipale du socialisme authentique (accessibilité gratuite mais réglementée).

Dans une société rationnelle, l'accessibilité des biens dépendra du degré d'abondance. Pendant une sécheresse il faudra rationner l'eau. Inversement, une fois que les bibliothèques seront mises complètement en ligne, elles pourront devenir intégralement communistes: n'importe qui pourra avoir accès à un nombre illimité de textes sans qu'il y ait plus besoin de contrôles, de mesures de sécurité contre le vol, etc.

Mais ce rapport rationnel entre accessibilité et abondance est entravé par la persistance des intérêts économiques séparés. Pour revenir au second exemple, il sera bientôt techniquement possible de créer une "bibliothèque" mondiale où tous les livres, tous les films et tous les enregistrements musicaux seront mis en ligne, permettant à n'importe qui d'obtenir des copies gratuitement (plus besoin de magasins, de ventes, de publicités, d'emballage, d'expédition, etc.). Mais puisque cela supprimerait également les bénéfices des maisons d'édition, des studios d'enregistrement et des compagnies cinématographiques, on consacre beaucoup plus d'énergie à inventer des méthodes compliquées pour empêcher la copie, ou bien pour la contrôler et la faire payer — alors que d'autres gens consacrent une énergie aussi importante à inventer des méthodes pour tourner de tels contrôles — que pour développer une technologie qui pourrait profiter à tout le monde.

Un des mérites de Marx est d'avoir dépassé les discours politiques creux basés sur des principes philosophiques ou éthiques abstraits ("la nature humaine" a telle qualité; tous les gens ont un "droit naturel" à ceci ou à cela, etc.), en montrant comment les possibilités et la conscience sociales sont dans une grande mesure dépendantes des conditions matérielles. La liberté dans l'abstrait n'a pas beaucoup de signification si la plupart des gens doivent travailler tout le temps juste pour assurer leur survie. Il n'est pas réaliste d'espérer que les gens soient généreux et coopératifs dans des conditions de pénurie (si l'on excepte la situation radicalement

différente du “communisme primitif”). Mais l’existence d’un surplus suffisamment important offre beaucoup plus de possibilités. L’espoir de Marx et des autres révolutionnaires de son temps était fondé sur le fait que les potentialités technologiques développées par la révolution industrielle avaient enfin fourni une base matérielle suffisante pour permettre l’avènement d’une société sans classes. Il ne s’agissait plus de déclarer que les choses “devraient” être différentes, mais de montrer qu’elles *pouvaient* être différentes, que la domination de classe n’était pas seulement injuste, mais qu’elle *n’était plus nécessaire*.

A-t-elle jamais été vraiment nécessaire? Marx a-t-il eu raison de considérer le développement du capitalisme et de l’État comme une étape inévitable? Aurait-il été possible de créer une société libérée en évitant ce détour pénible?

Heureusement, nous n’avons plus à nous occuper de cette question. Qu’elle ait été possible ou non dans le passé, ce qui importe c’est que les conditions matérielles actuelles sont plus que suffisantes pour permettre l’édification d’une société sans classes au niveau mondial.

Le défaut le plus grave du capitalisme n’est pas dans la distribution inégale de la richesse, dans le fait que les travailleurs ne sont pas payés pour toute la “valeur” de leur travail. C’est que cette marge d’exploitation, même si elle s’avère relativement minime, rend possible l’accumulation privée du capital qui finit par réorienter toute chose en fonction de ses propres fins, dominant et pervertissant tous les aspects de la vie.

Plus la machine sociale produit d’aliénation, plus l’énergie sociale doit être canalisée pour en assurer la bonne marche... encore plus de publicités pour vendre des marchandises superflues, plus d’idéologies pour embobiner les gens, plus de spectacles pour les pacifier, plus de police et de prisons pour réprimer le crime et la révolte, plus d’armes pour concurrencer les États rivaux... Tout ceci produit encore davantage de frustrations et d’antagonismes, lesquels exigent encore davantage de spectacles, de prisons, etc. Comme ce cercle vicieux se perpétue, les véritables besoins humains ne trouvent de satisfaction qu’incidemment, ou pas du tout, tandis que pratiquement tout le travail est canalisé vers des projets absurdes, redondants ou destructeurs, qui ne servent qu’à maintenir ce système.

Si celui-ci était aboli, et si les capacités technologiques modernes étaient

réorientées convenablement, le travail nécessaire pour satisfaire les véritables besoins humains serait réduit à un niveau si faible qu'il pourrait facilement être organisé de manière coopérative sur la base du volontariat, sans stimulation financière ni intervention autoritaire de l'État.

Il est assez facile d'imaginer le dépassement du pouvoir hiérarchique, car l'autogestion peut se concevoir comme la réalisation de la liberté et de la démocratie, qui sont les valeurs affichées des sociétés occidentales, et chacun a connu des moments où il a rejeté son conditionnement et a commencé à parler et à agir par lui-même.

Il est bien plus difficile de concevoir le dépassement du système économique. La domination du capital est plus subtile. Dans le monde moderne, les questions du travail, de la production des biens et des services, de l'échange et de la coordination semblent si compliquées que la plupart des gens acceptent la nécessité de l'argent comme médiation universelle et ont des difficultés à imaginer un autre changement que celui qui consisterait à le répartir d'une manière plus équitable.

Pour cette raison, je vais repousser la discussion des aspects économiques jusqu'au point où il sera possible de les examiner plus en détail.

Quelques révoltes modernes exemplaires

Une telle révolution, est-elle probable? Je ne le crois pas, d'autant qu'il nous reste peu de temps devant nous. Dans les époques antérieures on pouvait imaginer que malgré toutes les folies de l'humanité et tous les désastres que ces folies pouvaient entraîner, nous nous en sortirions d'une façon ou d'une autre, en tirant les leçons de nos erreurs. Mais maintenant que les développements technologiques ont des implications écologiques mondiales et irréversibles, il n'est plus possible de procéder seulement par tâtonnements maladroits. Il ne nous reste que quelques décennies pour renverser la tendance. Et plus le temps passe, plus la tâche devient difficile. Le fait que les problèmes sociaux fondamentaux ne sont pas résolus, ni même vraiment pris en compte, favorise les guerres, le fascisme, les antagonismes ethniques, les fanatismes religieux et toutes les autres formes d'irrationalité populaire, et détourne vers des actions défensives et vaines ceux qui auraient pu

lutter pour une société nouvelle.

Mais la plupart des révolutions ont été précédées par des périodes où personne n'imaginait que les choses puissent changer un jour. Malgré les nombreuses raisons de désespérer que nous propose le monde actuel, il y a aussi quelques signes encourageants, et la désillusion générale quant aux autres solutions qui ont échoué en est une. Bien des révoltes populaires dans ce siècle se sont dirigées spontanément dans la bonne direction. Je ne parle pas des révolutions qui ont "réussi" — ce sont toutes des impostures — mais de tentatives moins connues et plus radicales. Parmi les plus notables: Russie 1905, Allemagne 1918-1919, Italie 1920, Asturies 1934, Espagne 1936-1937, Hongrie 1956, France 1968, Tchécoslovaquie 1968, Portugal 1974-1975, Pologne 1980-1981. Mais beaucoup d'autres mouvements, de la révolution mexicaine de 1910 à la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud, ont connu des moments exemplaires d'expérimentation populaire, avant d'être remis sous contrôle bureaucratique.

Ceux qui n'ont pas étudié soigneusement ces mouvements sont mal placés pour rejeter la possibilité d'une révolution. On passe à côté de l'essentiel si on les ignore du fait de leur "échec" supposé.⁽²⁾ La révolution moderne, c'est tout ou rien. Des révoltes limitées vont à l'échec, jusqu'à ce qu'une réaction en chaîne se déclenche, prenant de vitesse la répression qui tente de la cerner. Ce n'est guère surprenant que ces révoltes ne soient pas allées plus loin. Ce qui est encourageant, c'est qu'elles soient allées quand même aussi loin. Un nouveau mouvement révolutionnaire prendra sans doute des formes nouvelles et imprévisibles, mais ces tentatives antérieures offrent encore bien des enseignements sur ce que l'on pourrait faire, ainsi que sur ce que l'on doit éviter.

Quelques objections fallacieuses

On dit souvent qu'une société sans État pourrait fonctionner si tous les hommes étaient des anges, mais que du fait de la perversité de la nature humaine, un certain degré de hiérarchie est nécessaire pour maintenir l'ordre. Il serait plus juste de dire que si tous les hommes étaient des anges, le système *actuel* pourrait fonctionner assez bien: les bureaucrates feraient leur travail honnêtement, les capitalistes s'abstiendraient des entreprises socialement nuisibles même si elles étaient

lucratives... C'est précisément parce que les gens ne sont pas des anges qu'il est nécessaire d'abolir le système qui permet à quelques-uns de devenir des diables très efficaces. Mettez cent personnes dans une petite salle qui n'a qu'un trou d'aération, elles se déchireront à mort pour y avoir accès. Mettez-les en liberté, il se pourrait qu'elles montrent une nature assez différente. Comme l'a dit un graffiti de Mai 1968, "L'homme n'est ni le bon sauvage de Rousseau, ni le pervers de l'église et de La Rochefoucauld. Il est violent quand on l'opprime, il est doux quand il est libre."

D'autres prétendent que, quelles que soient les causes originelles, les gens sont si paumés aujourd'hui qu'ils sont même incapables d'imaginer une société libérée, à moins d'être préalablement soignés psychologiquement. Dans ses dernières années, Wilhelm Reich en était venu à croire que la "peste émotionnelle" était si répandue dans la population qu'il faudrait attendre qu'une génération soit élevée sainement avant que les gens deviennent capables d'une transformation libertaire; et qu'il valait mieux entre-temps éviter d'affronter le système de front, parce que cela risquait d'entraîner des réactions populaires aveugles.

Certes, les tendances populaires irrationnelles imposent parfois de prendre des précautions. Mais aussi puissantes qu'elles soient, ce ne sont pas des forces irrésistibles. Elles contiennent aussi des contradictions. Le fait de se raccrocher à une autorité absolue n'est pas forcément le signe d'une confiance absolue dans l'autorité. Ce peut être, au contraire, un effort désespéré pour réprimer des doutes croissants (la crispation convulsive d'une poigne qui glisse). Les gens qui adhèrent à des gangs, à des groupes réactionnaires ou à des sectes religieuses, ou qui sont gagnés par l'hystérie patriotique, cherchent eux aussi à éprouver un sentiment de libération, de participation, de communauté, à trouver un sens à leur vie et à jouir de l'illusion d'un pouvoir sur l'emploi de celle-ci. Comme l'a montré Reich lui-même, le fascisme donne une expression particulièrement vigoureuse et dramatique à ces aspirations fondamentales, ce qui explique pourquoi il peut exercer un attrait plus puissant que le progressisme caractérisé par ses hésitations, ses compromis et ses hypocrisies.

À la longue, la seule façon de vaincre définitivement la réaction, c'est d'exprimer plus franchement ces aspirations, et de créer des occasions plus authentiques de les réaliser. Quand les questions de fond sont mises en avant, les irrationalités qui ont

fleuri à la faveur des refoulements psychiques tendent à s'affaiblir, tout comme des microbes exposés au soleil et au grand air. De toute façon, même si nous ne l'emportons pas finalement, il y a au moins une certaine satisfaction à lutter ouvertement pour ce que nous croyons bon, plutôt que d'être vaincus dans une position d'hésitation et de compromis.

Le degré de libération auquel on peut parvenir dans une société malade est limité. Mais si Reich avait raison de signaler que les personnes refoulées sont moins que les autres capables d'envisager la libération sociale, il ne s'est pas rendu compte à quel point le processus de la révolte sociale peut être psychologiquement libérateur. On dit que les psychologues français se sont plaints de ce qu'ils avaient bien moins de clients à la suite de Mai 1968!

L'idée de démocratie totale fait surgir le spectre d'une "tyrannie de la majorité". Les majorités peuvent certes être ignorantes et bigotes, mais la seule solution valable, c'est d'affronter directement cette ignorance et cette bigoterie. Laisser les masses dans leur aveuglement en comptant sur les juges éclairés pour protéger les libertés civiques, ou sur des législateurs progressistes pour faire passer discrètement de sages réformes, ne peut qu'entraîner des réactions populaires brutales le jour où ces questions épineuses remontent finalement à la surface.

Cependant, si l'on examine de près les situations dans lesquelles une majorité semble avoir opprimé une minorité, il s'agit en réalité dans la plupart des cas d'une domination minoritaire déguisée, où l'élite dirigeante joue sur les différences raciales ou culturelles pour détourner contre une partie de la société les frustrations des masses exploitées. Quand les gens obtiendront finalement un réel pouvoir sur l'emploi de leur propre vie, ils auront bien des choses plus intéressantes à faire que de persécuter des minorités.

Il est impossible de répondre à toutes les objections relatives aux abus ou aux désastres qui pourraient survenir dans l'éventualité d'une société non hiérarchique. Des gens qui acceptent avec résignation un système qui, chaque année, condamne à mort des millions de leurs semblables par la guerre et la famine, et des millions d'autres à la prison et à la torture, deviennent subitement fous d'indignation à la pensée que dans une société autogérée il pourrait y avoir *quelques* abus, quelques violences, quelques aspects coercitifs, voire seulement quelques inconvénients

temporaires. Ils oublient qu'il n'incombe pas à un nouveau système social de résoudre tous nos problèmes, mais seulement de les régler mieux que ne le fait le système *actuel*, ce qui n'est pas une grande affaire.

Si l'histoire était conforme aux opinions péremptoires des commentateurs officiels, il n'y aurait jamais eu de révolution. Dans n'importe quelle situation, il y a toujours un grand nombre d'idéologues pour déclarer qu'aucun changement radical n'est possible. Si l'économie marche bien, ils prétendront que la révolution dépend des crises économiques. Si la crise est bien là, certains déclareront avec un égal aplomb qu'une révolution est impossible parce que les gens sont trop occupés à assurer leur propre survie. Ceux-là, surpris par la révolte de Mai 1968, ont essayé de découvrir rétrospectivement la crise invisible qui, selon leur idéologie, devait exister à cette époque. Ceux-ci prétendent que la perspective situationniste a été démentie par l'aggravation des conditions économiques depuis ce temps-là.

En réalité, les situationnistes ont simplement constaté que là où l'abondance capitaliste était réalisée, la survie garantie ne pouvait remplacer la vie réelle. Cette conclusion n'est pas infirmée par le fait que l'économie connaît des hauts et des bas périodiques. Ces derniers temps, quelques privilégiés bien placés ont réussi à capter une portion de la richesse sociale encore plus importante qu'autrefois, et un nombre croissant d'individus sont de ce fait jetés à la rue, ce qui remplit de terreur tous ceux qui craignent de subir le même sort. Cela rend moins évidente la possibilité d'une société d'abondance et de liberté, mais les conditions matérielles qui la rendent possible sont toujours là.

Les crises économiques qui sont invoquées pour démontrer comme une évidence que nous devons "baisser le niveau" de nos espérances, sont en fait causées par la *surproduction* et par le *manque* de travail. L'absurdité ultime du système actuel, c'est que le chômage est vu comme un problème, et que les technologies qui pourraient réduire le travail nécessaire sont au contraire orientées vers la création de nouveaux emplois servant à remplacer ceux qu'elles rendent superflus. Le vrai problème, ce n'est pas que tant de gens n'aient pas de travail, mais qu'ils soient si nombreux à en avoir encore. Il faut élever le niveau de nos espérances, et non les rabaisser.⁽³⁾

Domination croissante du spectacle

Ce qui est bien plus grave que ce spectacle de notre prétendue impuissance devant l'économie, c'est la puissance considérablement accrue du spectacle lui-même, qui s'est développée dans les dernières années au point de réprimer pratiquement toute conscience de l'histoire antéspectaculaire ou des possibilités antispectaculaires. Dans ses *Commentaires sur la société du spectacle* (1988), Guy Debord examine ce nouveau développement en détail:

Le changement qui a le plus d'importance, dans tout ce qui s'est passé depuis vingt ans, réside dans la continuité même du spectacle. Cette importance ne tient pas au perfectionnement de son instrumentation médiatique, qui avait déjà auparavant atteint un stade de développement très avancé: c'est tout simplement que la domination spectaculaire ait pu élever une génération pliée à ses lois. (...) La première intention de la domination spectaculaire était de faire disparaître la connaissance historique en général; et d'abord presque toutes les informations et tous les commentaires raisonnables sur le plus récent passé. (...) Le spectacle organise avec maîtrise l'ignorance de ce qui advient et, tout de suite après, l'oubli de ce qui a pu quand même en être connu. Le plus important est le plus caché. Rien, depuis vingt ans, n'a été recouvert de tant de mensonges commandés que l'histoire de mai 1968. (...) Le flux des images emporte tout, et c'est également quelqu'un d'autre qui gouverne à son gré ce résumé simplifié du monde sensible; qui choisit où ira ce courant, et aussi le rythme de ce qui devra s'y manifester, comme perpétuelle surprise arbitraire, ne voulant laisser nul temps à la réflexion. (...) Il isole toujours, de ce qu'il montre, l'entourage, le passé, les intentions, les conséquences. (...) Il n'est donc pas surprenant que, dès l'enfance, les écoliers aillent facilement commencer, et avec enthousiasme, par le Savoir Absolu de l'informatique: tandis qu'ils ignorent toujours davantage la lecture, qui exige un véritable jugement à toutes les lignes; et qui seule aussi peut donner accès à la vaste expérience humaine antéspectaculaire. Car la conversation est presque morte, et bientôt le seront beaucoup de ceux qui savaient parler.

Dans ce texte, j'ai essayé de récapituler quelques-unes des questions fondamentales

qui ont été enfouies sous ce refoulement spectaculaire intensif. Cela semblera banal à certains, et obscur à d'autres, mais servira peut-être au moins à rappeler ce qui a été une fois possible, dans ces temps primitifs d'il y a quelques décennies, quand les gens restaient attachés l'idée vieillotte qu'ils pouvaient comprendre et influencer leur propre histoire.

Les choses ont certes beaucoup changé depuis les années 60, en pire dans la plupart des cas. Mais notre situation n'est peut-être pas aussi désespérée qu'elle le paraît à ceux qui gobent tout ce que le spectacle leur présente. Parfois il ne faut qu'une étincelle pour en finir avec la stupeur.

Et même si la victoire finale n'est pas garantie, de telles percées sont déjà un plaisir. Où peut-on trouver un jeu plus grandiose?

NOTES

1. Voir *The Bolsheviks and Workers' Control, 1917-1921* de Maurice Brinton; *La révolution inconnue* de Voline; *La Commune de Cronstadt* de Ida Mett; *La tragédie de Cronstadt: 1921* de Paul Avrich; *Le mouvement makhnoviste* de Pierre Archinoff; et les thèses 98-113 de *La Société du Spectacle* de Guy Debord.

2. "La 'réussite' ou l' 'échec' d'une révolution, référence triviale des journalistes et des gouvernements, ne signifie rien dans l'affaire, pour la simple raison que, depuis les révolutions bourgeoises, *aucune révolution n'a encore réussi*: aucune n'a aboli les classes. La révolution prolétarienne n'a vaincu nulle part jusqu'ici, mais le processus pratique à travers lequel son projet se manifeste a déjà créé une dizaine, au moins, de moments révolutionnaires d'une extrême importance historique, auxquels il est convenu d'accorder le nom de révolutions. Jamais le *contenu total* de la révolution prolétarienne ne s'y est déployé; mais chaque fois il s'agit d'une interruption essentielle de l'ordre socio-économique dominant, et de l'apparition de nouvelles formes et de nouvelles conceptions de la vie réelle, phénomènes variés qui ne peuvent être compris et jugés que dans leur signification d'ensemble, qui n'est pas elle-même séparable de l'avenir historique qu'elle peut avoir. (...) La révolution de 1905 n'a pas abattu le pouvoir tsariste, qui a seulement fait quelques

concessions provisoires. La révolution espagnole de 1936 ne supprima pas formellement le pouvoir politique existant: elle surgissait au demeurant d'un soulèvement prolétarien commencé pour maintenir cette République contre Franco. Et la révolution hongroise de 1956 n'a pas aboli le gouvernement bureaucratique-libéral de Nagy. À considérer en outre d'autres limitations regrettables, le mouvement hongrois eu beaucoup d'aspects d'un soulèvement national contre une domination étrangère; et ce caractère de résistance nationale, quoique moins important dans la Commune, avait cependant un rôle dans ses origines. Celle-ci ne supplanta le pouvoir de Thiers que dans les limites de Paris. Et le soviétique de Saint-Pétersbourg en 1905 n'en vint même jamais à prendre le contrôle de la capitale. Toutes les crises citées ici comme exemples, inachevées dans leurs réalisations pratiques et même dans leurs contenus, apportèrent cependant assez de nouveautés radicales, et mirent assez gravement en échec les sociétés qu'elles affectaient, pour être légitimement qualifiées de révolution." (*Internationale Situationniste* n° 12, pp. 13-14.)

3. "Les difficultés économiques des exploités n'intéressent pas les travailleurs. Si l'économie capitaliste ne supporte pas les revendications des travailleurs, raison de plus pour lutter pour une nouvelle société, où nous ayons le pouvoir de décision sur toute l'économie et sur toute la vie sociale." (Des travailleurs de l'aéronautique portugais, 27 octobre 1974.)

Chapitre 1 de [The Joy of Revolution](#), texte de Ken Knabb paru en 1997. Traduit de l'américain par Ken Knabb et François Lonchamp.

LA JOIE DE LA RÉVOLUTION

[Table de matières](#)

[Chapitre 1 : Quelques réalités de la vie](#)

[Chapitre 2 : Préliminaires](#)

[Chapitre 3 : Moments de vérité](#)

[Chapitre 4 : Renaissance](#)

[Autres textes en français](#)

[HOME](#) [INDEX](#) [SEARCH](#)

Bureau of Public Secrets, PO Box 1044, Berkeley CA 94701, USA
www.bopsecrets.org knabb@bopsecrets.org